

[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]

PLAN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE

entre

AWP SERVICES BELGIUM NV/SA

Entité transférante et

AP SOLUTIONS GMBH

Entité réceptrice

9 avril 2025

Contenu

PRÉAMBULE	3
1. FUSION D'ENTITÉS (article 307 (2) no 1 UmwG et articles 12:111, section 2, 1°) et 1°/1 BCCA)	5
2. IDENTIFICATION DU NOTAIRE AGISSANT ET DE L'AUTORITÉ (article 12:111, section 2, 1°/2 BCCA)	7
3. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION	7
4. EFFICACITÉ DE LA FUSION	8
5. PAS DE CONSIDERATION ; PAS DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS DE RAPPORT DE CONTRÔLE DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et articles 12:111, section 2, 2°, 3°, 5° et 13°, et 12:114, §3, section 2 BCCA)	8
6. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF	9
7. DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE 'LACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS (article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG et les articles 12:111, section 2, 6°, 11° et 12°)	9
8. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET. FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 12:111, section 2, 4° BCCA)	10
9. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10) UmwG et article 12:111, section 2, 10° BCCA)	13
10. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2) n° 7 et 8 UmwG et articles 12:111, section 2, 7° et 8° BCCA)	14
11. INCENTIVES ET SUBVENTIONS (article 12:111, section 2, 8°/1 BCCA)	14
12. Acte de fondation et statuts de l'entité réceptrice (article 307 (2) no 9 UmwG et article 12:111, section 2, 9° BCCA)	14
13. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 12:111, section 2, 14° BCCA)	14
14. DISPOSITIONS FINALES	15

PLAN COMMUN DE FUSION

TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LES

SOUSSIGNÉS :

1. **AWP Services Belgium**, société *anonyme* de droit belge, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0417.019.925 (RPM Bruxelles) et dont le siège social est situé Boulevard du Roi Albert II 32, 1000 Bruxelles, Belgique,

ci-après dénommée "**l'entité transférante**",

ET

2. **AP SOLUTIONS GMBH**, société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de allemand, dont le siège social est situé à Munich, Allemagne, et dont le siège social est situé à Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695,

ci-après dénommée "**entité réceptrice**".

L'Entité cédante et l'Entité réceptrice sont ci-après désignées collectivement comme les "**Parties**" et chacune séparément comme une "**Partie**".

PRÉAMBULE

- (A) Le conseil d'administration de l'Entité transférante et les directeurs généraux de l'Entité bénéficiaire ont l'intention de fusionner l'Entité transférante avec l'Entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption, l'Entité bénéficiaire étant l'entité survivante de la fusion (la "**Fusion**").
- (B) Suite à la Fusion, tous les actifs et passifs de l'Entité transférante, les droits ainsi que les obligations, seront transférés par la force de la loi, avec continuité, à l'Entité bénéficiaire, suite à une dissolution sans liquidation de l'Entité transférante conformément au Code belge des sociétés et associations (le "**BCCA**") et à la loi allemande sur la transformation ("**UmwG**").
- (C) La Fusion fait partie d'une opération globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, dont font partie l'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par le biais de succursales, dans le but de simplifier l'organisation juridique du groupe Allianz Partners.
- (D) L'Entité Bénéficiaire a une succursale en Belgique. Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée du groupe Allianz Partners, (la "**Fusion subséquente**").

Allianz Partners Deutschland GmbH possède également une succursale en Belgique. Les parties visent à réaliser la fusion et la fusion subséquente à la même date, tandis que la fusion subséquente sera soumise à la condition suspensive de la réalisation de la fusion. En conséquence, la succursale belge d'Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités exercées par l'Entité transférante et par la succursale belge de l'Entité bénéficiaire après la réalisation de la Fusion et de la Fusion subséquente. Si, contre l'intention des parties, il devait y avoir une période intermédiaire entre la Fusion et la Fusion subséquente, la succursale belge de l'Entité bénéficiaire poursuivra les activités exercées par l'Entité transférante pendant cette période intermédiaire.

- (E) Lorsque la Fusion sera effective, les actifs et passifs de l'Entité transférante seront attribués à la succursale belge de l'Entité bénéficiaire. Lorsque la Fusion subséquente sera effective, ces éléments d'actif et de passif seront alors attribués à la succursale belge d'Allianz Partners Deutschland GmbH. Les activités transférées seront alors gérées par Allianz Partners Deutschland GmbH.
- (F) La Fusion est une fusion transfrontalière et est réalisée conformément aux dispositions légales applicables en Belgique et en République fédérale d'Allemagne en application de la directive 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, telle que consolidée dans la directive 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés. En Belgique, la Fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions du titre 6 du livre 12 (articles 12:106 à 12:119) du BCCA. En République fédérale d'Allemagne, la Fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la première partie du livre sixième (articles 305 à 318) de l'UmwG.
- (G) Au moment de la signature du présent Plan de Fusion, l'Entité transférante est une filiale indirecte et l'Entité bénéficiaire est une filiale directe à 100 % d'Allianz Partners SAS, une société par *actions simplifiée* de droit français, ayant son siège social à Saint-Ouen-sur-Seine, France, et son siège social au 7 rue Dora Maar 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 301 763 116. Avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, toutes les actions détenues par l'actionnaire unique actuel de l'Entité transférante, à savoir AWP P&C SA (519 490 080 R.C.S.), qui est une filiale directe d'Allianz Partners SAS, seront transférées et cédées à Allianz Partners SAS. Par conséquent, l'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire seront toutes deux des filiales directes à 100 % d'Allianz Partners SAS lorsque la Fusion sera réalisée. La Fusion constitue donc une fusion transfrontalière par absorption entre sociétés sœurs au sens de l'article 12:7, 2° de la BCCA et de l'article 307 (3) no 2 lit. a) de l'UmwG.

L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire conviennent par la présente du plan de fusion conjoint suivant (le "**Plan de fusion**").

IL EST PRIS ACTE DE CE QUI SUIT :

1. FUSION D'ENTITÉS (article 307 (2) no 1 UmwG et articles 12:111, section 2, 1° et 1°/1 BCCA)

1.1. Entité transférante

L'entité transférante, AWP Services Belgium, est une *société anonyme* de droit belge, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0417.019.925 (RPM Bruxelles) et dont le siège social est situé Boulevard du Roi Albert II 32, 1000 Bruxelles, Belgique.

Le capital social de l'Entité transférante s'élève à EUR 17.731.810,00, représenté par 3.000 actions (ordinaires) sans valeur nominale. Toutes les actions de l'Entité transférante sont entièrement libérées. Toutes les actions de l'Entité transférante sont - au moment de la signature du présent Plan de fusion - détenues par AWP P&C SA. Avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, toutes les actions de l'Entité transférante seront directement détenues par Allianz Partners SAS (et, par conséquent, Allianz Partners SAS sera l'actionnaire unique de l'Entité transférante). Cette structure d'actionnariat est basée sur un transfert d'actions interne au groupe de toutes les actions de l'Entité transférante d'AWP P&C SA à Allianz Partners SAS. L'Entité cédante n'a pas émis d'autres titres avec droit de vote ou d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité cédante.

L'objet social de la Société de transfert est le suivant :

"La société a pour objet toute activité de service liée aux télécommunications et/ou à l'organisation et à la gestion de l'assistance à la demande, qu'elle soit matérielle ou personnelle, par exemple, sans que cette liste soit exhaustive :

- *Permanence téléphonique,*
- *Contacts téléphoniques (mobiles), télex, télécopie, courrier électronique ou réseaux de communication électronique.*
- *Télématique (technologie GPS)*
- *Surveillance téléphonique, télémarketing, télévente, etc.*
- *Transmission de messages et d'informations,*
- *Organisation et gestion de l'assistance aux personnes lors de leurs déplacements (transport, hébergement, etc...) ou à domicile (suivi médical, rétablissement, etc...),*
- *Organisation et gestion de l'assistance aux véhicules pendant les trajets ou à domicile (transport, mise à disposition d'un véhicule de remplacement/de location, réparation, etc...)*
- *Organisation et gestion de l'assistance immobilière (réparations immobilières, etc.).*

La société pourra fournir ses services tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, et participer à toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ainsi défini".

L'adresse électronique de la Société transférante aux fins de la Fusion est azp- transformation-taskforce@allianz.com. Bien qu'il ne soit pas obligatoire d'utiliser cette adresse électronique pour toute communication, toute communication concernant la Fusion par les actionnaires, les créanciers et les employés faite à cette adresse est réputée avoir été faite valablement.

1.2. Entité réceptrice

L'entité destinataire, AP Solutions GmbH, est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne. Son siège social est situé Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne. L'entité requise est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695.

L'entité réceptrice a un capital social de EUR 824.739,00, représenté par 824.739 actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité réceptrice sont directement détenues par Allianz Partners SAS, qui est l'unique actionnaire de l'Entité réceptrice. L'entité réceptrice n'a pas émis d'autres titres avec droit de vote ou d'autres instruments financiers en plus des actions de l'entité réceptrice.

L'objet social de la société bénéficiaire est le suivant :

"L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) *Fonction de holding et fonction de services partagés :*

- a) *la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;*
- b) *fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.*

(2) *Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :*

- a) *l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;*

- b) *le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi la fourniture de tels services par des tiers ;*
 - c) *le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.*
- (3) *Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à*
- a) *faire généralement toutes opérations d'ordre opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;*
 - b) *utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;*
 - c) *d'établir des succursales en Allemagne et à l'étranger, d'acquérir des entreprises similaires et comparables et de prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi".*

L'adresse électronique de la Société bénéficiaire aux fins de la Fusion est azp-transformation-taskforce@allianz.com. Bien qu'il ne soit pas obligatoire d'utiliser cette adresse électronique pour toute communication, toute communication concernant la Fusion par les actionnaires, les créanciers et les employés faite à cette adresse est réputée avoir été faite valablement.

2. IDENTIFICATION DU NOTAIRE AGISSANT ET DE L'AUTORITÉ (article 12:111, section 2, 1°/2 BCCA)

La Société apporteuse a désigné Yorik DESMYTTERE, notaire à Bruxelles (premier canton), qui exerce sa fonction par l'intermédiaire de la société Berquin Notarissen BV/SRL, dont le siège social est sis Lloyd Georgelaan 11, 1000 Bruxelles (Belgique) et dont l'adresse électronique est desmyttere@berquin.be, qui délivrera le certificat de pré-fusion visé à l'article 12:117 du BCCA.

En Allemagne, la fusion sera examinée par le registre du commerce du tribunal local de Munich, Infanteriestraße 5, 80325 Munich (Allemagne), en tant qu'autorité compétente, sous le numéro de registre HRB 177695.

3. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION

L'Entité transférante en tant qu'entité transférante est fusionnée dans l'Entité bénéficiaire en tant qu'entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière par absorption conformément à l'article 305 (1) UmwG en conjonction avec l'article 2 no 1 UmwG et les articles 12:7, 2°, 12:13, section 1 *juncto* 12:108 BCCA. Par cette Fusion, l'Entité transférante transfère l'ensemble de ses actifs et passifs

comme un tout avec tous les droits et obligations à l'Entité Recevante par dissolution sans liquidation. Lorsque la fusion prend effet, l'ensemble du patrimoine (tous les actifs et passifs) de l'Entité transférante est transféré à l'Entité bénéficiaire par voie de succession universelle.

4. EFFICACITÉ DE LA FUSION

- 4.1. La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) UmwG en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date de réalisation**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour l'Entité bénéficiaire, l'Entité transférante cessera d'exister, ses actifs et passifs seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans leur intégralité, sans liquidation, et ses actions seront annulées.
- 4.2. À la date d'achèvement, la possession de tous les instruments de propriété, accords, certificats et autres documents, registres, livres ou dossiers relatifs aux actifs et aux droits de l'entité transférante est transférée à l'entité bénéficiaire.

5. PAS DE CONSIDERATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION ; PAS D'EXAMEN ; PAS DE RAPPORT D'EXPERT (Section 307 (2) no 2, 3, 5, 13 UmwG et articles 12:111, section 2, 2°, 3°, 5° et 13°, et 12:114, §3, section 2 BCCA)

- 5.1. L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire sont déjà des filiales (in)directes d'Allianz Partners SAS et, avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, seront des filiales directes à 100 % d'Allianz Partners SAS. Par conséquent, une augmentation du capital social de l'Entité bénéficiaire par l'émission de nouvelles actions n'est pas nécessaire pour la mise en œuvre de la Fusion et n'aura pas lieu (Section 307 (3) no 2 (a) et (b) UmwG et article 12:7, 2° BCCA).
- 5.2. Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire seront, avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, détenues directement par Allianz Partners SAS et qu'aucune action n'est émise en faveur des actionnaires de l'Entité transférante, conformément à l'article 307 (3) n° 2 (a) et (b) de l'UmwG et à l'article 12 :7, 2° BCCA, le présent plan de fusion ne contient aucune information sur un rapport d'échange d'actions (article 307 (2) no 2 UmwG et article 12:111, section 2, 2° BCCA), un transfert de nouvelles actions dans l'Entité bénéficiaire (article 307 (2) no 3 UmwG et article 12:111, section 2, 3° BCCA), une participation aux bénéfices, un transfert d'actions dans l'Entité de transfert (article 307 (2) no 3 UmwG et article 12:111, section 2, 3° BCCA).

de nouvelles actions (article 307 (2) no 5 UmwG et article 12:111, section 2, 5° BCCA) ou d'une somme d'argent.

l'indemnisation (article 307 (2) no 13 UmwG et article 12:111, section 2, 13° BCCA).

- 5.3. Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire seront, avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, détenues directement par la même personne (à savoir Allianz Partners SAS), un audit de fusion et un rapport d'audit de fusion ne sont pas requis conformément à l'article 8 (3) phrase 3 n° 1 (b) et n° 2 UmwG en conjonction avec les articles 9 (2) et 12 (3) UmwG en conjonction avec l'article 311 (2) phrase 1 UmwG, et un rapport d'audit (statutaire) n'est pas requis conformément à l'article 12 :114, §3, section 2 BCCA).

6. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF

- 6.1. Étant donné que toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire seront, avant l'approbation et la résolution de la Fusion par l'actionnaire unique de l'Entité transférante, détenues directement par le même actionnaire (à savoir Allianz Partners SAS), un rapport de fusion ou un rapport explicatif pour les actionnaires (section pour les actionnaires dans le rapport de fusion) n'est pas requis conformément à l'article 309 (6) phrase 1 en conjonction avec l'article 8 (3) phrase 3 no 1 (b) de l'UmwG, comme suit
ainsi qu'à tout moment l'article 309 (6) phrase 1 en liaison avec l'article 8 (3) phrase 3 no 2 UmwG et l'article 12:113, §2 BCCA.
- 6.2. Un rapport de fusion pour les employés a été préparé par l'Entité recevante conformément à l'article 309 (1), (2), (3) et (5) UmwG. Le rapport de fusion pour les employés a été mis à la disposition des comités d'entreprise compétents et des autres représentants des employés et, lorsqu'il n'y a pas de représentants des employés compétents, aux employés de l'Entité recevante avec un projet de ce plan de fusion conformément à l'article 310 (1) UmwG. L'Entité transférante n'a pas d'employés à qui le rapport de fusion pourrait être mis à la disposition.

7. DATE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE 'ACTIF ET DU PASSIF TRANSFERTS (article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG et article 307 (2) n° 6, 11, 12 UmwG). articles 12:111, section 2, 6°, 11° et 12°)

- 7.1. L'acquisition des actifs et des passifs de l'Entité transférante par l'Entité réceptrice aura lieu à des fins comptables et fiscales entre les Parties avec effet à la Date d'achèvement. À partir de ce , toutes les actions et transactions de l'Entité transférante seront réputées avoir été effectuées pour le compte de l'Entité réceptrice (fusion

date d'entrée en vigueur au sens de l'article 307 (2) no 6 UmwG et de l'article 12:111, section 2, 6° BCCA).

- 7.2. Informations conformément à l'article 12:111, section 2, 12° BCCA et Section 307 (2) no 12 UmwG ; La date des comptes financiers de l'Entité recevante et de l'Entité transférante, qui ont été utilisés pour déterminer conditions économiques de la Fusion, est le 31 décembre 2024 ; en raison de l'effet non rétroactif de la Fusion, la date du dernier bilan de l'Entité transférante, qui est également pertinente pour l'inclusion des actifs et des passifs de l'Entité transférante dans les comptes de l'Entité recevante, sera la Date d'achèvement.
- 7.3. Pour le transfert, les actifs de l'Entité transférante ont été évalués à leur valeur comptable (Section 307 (2) no 11 UmwG et article 12:111, section 2, 11° BCCA). Toutes les actions de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire sont détenues par Allianz Partners SAS. Par conséquent, aucune nouvelle action ne sera émise dans le cadre de la Fusion, aucun ratio d'échange ne doit être déterminé et aucune information supplémentaire n'est requise sur l'évaluation des actifs et des passifs de l'Entité transférante qui seront transférés à l'Entité bénéficiaire.

8. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET.

FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 12:111, section 2, 4° BCCA)

8.1. Effets sur les salariés de l'entité transférante

La Fusion n'aura aucun effet sur l'emploi ; les activités de la Société transférante seront poursuivies par l'Entité bénéficiaire et, après la Fusion subséquente (telle que définie dans le Préambule (D)), par Allianz Partners Deutschland GmbH. L'Entité transférante n'avait aucun employé au 28 février 2025. Il est prévu l'Entité transférante n'aura employé au moment où la Fusion deviendra effective.

8.2. Effets sur les employés de l'entité bénéficiaire

Suite à la Fusion, l'Entité bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH (la Fusion subséquente telle que définie dans le préambule (D)). Étant donné que la Fusion subséquente sera réalisée dès que possible après la Fusion et si possible à la même date, dans un souci de transparence, les explications suivantes décrivent à la fois les effets de la Fusion et ceux de la Fusion subséquente. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est, d'un point de vue juridique, une fusion distincte et que, dans une éventuelle période intermédiaire entre la réalisation de la fusion et fusion subséquente, seuls les effets décrits comme une conséquence de la fusion dans le cadre du présent plan de fusion s'appliquent. L'objectif des parties est toutefois que les deux fusions soient réalisées immédiatement l'une après l'autre à la même date.

Au 28 février 2025, l'entité recevante employait un total de 3 413 salariés, dont 327 en Allemagne. On s'attend à ce que le nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective. Il n'y a pas de comité d'entreprise local au sein de l'entité cessionnaire pour les salariés actuellement employés par l'entité cessionnaire en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres représentants du personnel existent au niveau des succursales de l'entité recevante en France, en Italie, en Espagne et au Portugal et ne seront pas affectés par la fusion. Ces représentants du personnel continueront d'exister chez Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. Le comité d'entreprise du groupe (*Konzernbetriebsrat*) existant chez Allianz SE restera compétent en vertu des dispositions de la loi allemande sur les comités d'entreprise ("**BetrVG**"). Tout accord d'entreprise de groupe en vigueur au sein de l'Entité bénéficiaire continue s'appliquer après la Fusion et la Fusion subséquente. L'Entité transférante et l'Entité bénéficiaire ne sont pas membres d'une association d'employeurs en Allemagne. Les conventions collectives allemandes (*Tarifverträge*) ne s'appliquent pas directement avant la mise en œuvre de la Fusion et cela ne changera pas du fait de la Fusion et de la Fusion subséquente.

La Fusion n'a aucun effet sur les employés de l'Entité bénéficiaire et sur leurs relations de travail. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun effet direct (à l'exception du changement d'employeur) sur les salariés de l'Entité bénéficiaire (ou de l'une de ses succursales respectives).

Les activités de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiées par la Fusion. Aucune activité ou partie d'activité de l'Entité bénéficiaire ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel à la suite de la Fusion. De même, la Fusion subséquente n'aura aucun changement substantiel sur les employés de l'Entité bénéficiaire et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant la Fusion et la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives.

Les relations de travail des employés de l'Entité Recevante ne seront pas modifiées par la ; en particulier, la situation juridique des employés de l'Entité Recevante en matière de résiliation de contrat de travail ne sera pas affectée par la Fusion. Dans la mesure où il existe des accords d'entreprise, des accords contractuels individuels et d'autres accords, engagements et conventions d'entreprise, ceux-ci ne seront pas affectés par la Fusion et aucun changement ne s'appliquera aux employés de l'Entité bénéficiaire. Aucune mesure susceptible d'avoir un impact sur les employés de l'Entité bénéficiaire n'est prévue dans le cadre de la Fusion.

Conformément aux législations locales respectives, la fusion subséquente entraînera le transfert de tous les droits et obligations découlant des relations de travail des salariés de l'entité absorbante (y compris ceux relatifs à ses succursales) à Allianz Partners Deutschland GmbH et leur attribution à la succursale concernée. Lorsque la fusion subséquente prendra effet, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire (y compris celles relatives à ses succursales) seront transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH et attribuées à la succursale concernée.

), avec tous leurs droits et obligations, sont donc automatiquement transférés à Allianz Partners Deutschland GmbH et affectés à la succursale concernée. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront de s'appliquer sans changement aux employés transférés, même après la fusion subséquente. Aucune mesure de réduction du personnel, aucun changement opérationnel, aucun transfert ni aucune réorganisation ne sont prévus dans le cadre de la fusion subséquente. Après la fusion subséquente, tout accord d'entreprise d'Allianz Partners Deutschland GmbH conclu avec le comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) d'Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50, paragraphe 1, de la BetrVG s'appliquera aux salariés de l'entité absorbante employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'Allianz Partners Deutschland GmbH ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Tout accord d'entreprise local applicable à Allianz Partners Deutschland GmbH en Allemagne ne s'appliquera pas aux relations de travail des employés de l'Entité Bénéficiaire après la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du où la Fusion subséquente devient effective. À partir de ce moment, l'Entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister. Après la réalisation de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité cessionnaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives. Conformément aux lois applicables, ni l'Entité transférante ni l'Entité bénéficiaire n'ont de conseil de surveillance. Allianz Partners Deutschland GmbH est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des salariés.

La Fusion n'a pas non plus d'effets sur les employés d'autres entités qui seront transférées à l'Entité Bénéficiaire dans le cadre de fusions transfrontalières d'autres juridictions qui seront mises en œuvre en parallèle et peuvent devenir effectives avant ou après la Fusion ; il en va de même pour les employés des deux seules filiales de l'Entité Bénéficiaire, Neoasistencia Manoteras, S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui seront également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à la présente Fusion, ainsi que les filiales de l'une des entités transférantes dans le cadre d'une autre fusion transfrontalière (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant Date de Réalisation)). Enfin, aucune mesure de réduction de personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de restructuration n'est prévue dans le cadre de la fusion. Toutefois, comme les autres fusions transfrontalières peuvent devenir effectives avant la Fusion, elles peuvent avoir un impact sur le nombre salariés de l'Entité bénéficiaire employés en dehors de l'Allemagne au moment où la Fusion devient effective. Les effets de la fusion subséquente décrits ci-dessus s'appliquent également aux salariés qui deviennent salariés de l'entité absorbante dans le cadre d'autres fusions transfrontalières.

8.3. Effets sur les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise (article 307 (2) no 16 UmwG)

Les pensions d'entreprise et les droits aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité Bénéficiaire ne seront pas affectés par la Fusion.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et des droits connexes aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité cédante seraient transférées à l'Entité cessionnaire. Les parties n'ont pas connaissance de l'existence de telles pensions d'entreprise ou de droits connexes à des pensions d'entreprise.

Toutes les obligations liées aux pensions d'entreprise et les droits connexes aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'entité absorbante seront transférés à Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de la fusion subséquente.

9. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10)

UmwG et article 12:111, section 2, 10° BCCA)

9.1. Comme l'entité cessionnaire a été constituée en vertu du droit allemand, les règles statutaires allemandes sur la co-détermination (future) s'appliqueraient. Toutefois, la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité absorbante.

9.2. Ni l'Entité transférante ni l'Entité réceptrice n'ont de conseil de surveillance co-déterminé ou ne sont soumises à des règles de co-détermination applicables. L'Entité Recevante employait 327 salariés en Allemagne au 28 février 2025 et devrait continuer à employer environ 327 salariés en Allemagne après la réalisation fusions, étant donné que tous les autres salariés existants ainsi que les salariés transférés dans le cadre de fusions transfrontalières mises en œuvre en parallèle dans l'Entité Recevante seront employés dans des succursales situées en dehors de l'Allemagne ; il en va de même pour les salariés des deux seules filiales de l'Entité Recevante, à savoir Neoasistencia Manoteras, S.L.U. (Espagne) et AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), qui également fusionnées dans l'Entité recevante parallèlement à cette Fusion, ainsi que les employés des seules filiales de l'une des entités transférantes (Sigma Reparaciones S.L.U. (Espagne), PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (France) et Multiassistance S.A. (France ; cette filiale devrait cesser d'exister du fait de sa fusion avec sa société mère avant la Date de Réalisation)). Par conséquent, les conditions préalables de l'article 5 de la loi allemande sur la codétermination des salariés dans les fusions transfrontalières ("**MgVG**") ne sont pas remplies. En outre, il n'existe à l'heure actuelle aucune règle en vigueur en Belgique concernant la participation/co-détermination des travailleurs.

Par conséquent, aucune déclaration sur les procédures de négociation conformément à l'article 307 (2) no 10 UmwG n'est requise.

10. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES SPÉCIAUX (article 307, paragraphe 2, point 7) et 8 UmwG et articles 12:111, section 2, 7° et 8° BCCA)

- 10.1. L'Entité bénéficiaire n'accorde ni aux actionnaires des sociétés concernées par la Fusion, ni aux détenteurs de titres autres que des actions des sociétés, des droits au sens de l'article 307 (2) no 7 UmwG ou de l'article 12:111, section 2, 7° BCCA et aucune mesure au sens de ces dispositions n'est proposée.
- 10.2. Aucun avantage particulier au sens de l'article 307 (2) no 8 UmwG article 12:111, section 2, 8° BCCA n'a été ou ne sera accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle de l'Entité transférante ou de l'Entité réceptrice.

11. INCENTIVES ET SUBVENTIONS (article 12:111, section 2, 8°/1 BCCA)

L'Entité transférante n'a reçu aucune incitation ou subvention au cours des cinq dernières années précédant la Fusion.

12. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE (Article 307 (2) no 9 UmwG et article 12:111, section 2, 9° BCCA)

L'acte de fondation et les statuts de l'Entité bénéficiaire sont joints au présent Plan de fusion en tant qu'Annexe 12 conformément à l'article 307 (2) no 9 UmwG et à l'article 12:111, section 2, 9° BCCA et font partie intégrante du Plan de fusion. Les statuts de l'Entité recevante ne seront pas modifiés en conséquence de la Fusion et resteront identiques à ceux joints à l'Annexe 12 après la réalisation de la Fusion.

13. GARANTIES OFFERTES AUX CRÉDITEURS (article 307 (2) no 14 UmwG et article 12:111, section 2, 14° BCCA)

Aucune garantie n'a été offerte aux créanciers dans le cadre de la fusion, étant donné que, de l'avis du conseil d'administration de l'entité transférante et des directeurs généraux de l'entité bénéficiaire, l'obligation de demander des garanties ne s'applique pas aux créanciers de l'entité transférante en raison de la situation financière, de la solvabilité et de la liquidité solides de l'entité transférante et de l'entité réceptrice.

Entité destinataire. Les droits statutaires des créanciers de l'entité transférante à demander des garanties ne sont pas affectés.

14. DISPOSITIONS FINALES

- 14.1. Si une disposition du présent plan de fusion est ou devient invalide, impraticable ou inapplicable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions. Au contraire, les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide, impraticable ou inapplicable par une disposition qui se rapproche le plus possible, sur le plan juridique, de l'intention économique des parties en ce qui concerne le sens et l'objectif de la disposition invalide, impraticable ou inapplicable. Il en va de même pour les lacunes éventuelles.
- 14.2. Les modifications ou ajouts au présent plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) de l'UmwG).
- 14.3. Le lieu d'exécution et la juridiction exclusifs pour toutes les réclamations découlant du présent plan de fusion ou en rapport avec celui-ci sont - dans la mesure où la loi le permet - Munich, Allemagne. Chacune des sociétés participant à la fusion se conformera également aux dispositions et formalités du droit national qui lui est applicable.

[Pages de signature]

ANNEXE 12
L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

Registre des documents no

[timbre : 0264] G/2009

Mise en place d'un

société à responsabilité limitée de allemand (*Gesellschaft
mit beschränkter Haftung*)

Le vingt-trois janvier de l'an deux mille neuf

- 23 janvier 2009 -

s'est présenté devant moi, **Dr Thomas Kilian**, candidat notaire, officiellement nommé adjoint du notaire

Dr Tilmann Götte, à Munich,

avec son bureau à 80333 Munich, Briennerstraße 12/III, dans la propriété située Königinstraße 28, à 80802 Munich, où je me suis rendu sur demande :

1. Katrin Winterhalder, née le 19 avril 1970,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,
2. Werner Hierl, né le 14 mai 1959,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,

tous deux personnellement connus, [*ajout manuscrit* : M. Hierl s'est en outre identifié en présentant sa carte d'identité nationale,]

dans ce qui suit, agissant au nom 'Allianz

Deutschland AG

dont le siège est à Munich, Tribunal d'instance (*Amtsgericht*) de Munich, enregistrement tribunal, HRB 158878,

et adresse à 80802 Munich, Königinstraße 28,

en tant que titulaire d'une procuration générale (*Prokuristen*) avec pouvoir de représentation conjointe.

A la demande des personnes comparaissant et conformément aux déclarations faites par elles, j'authentifie ce qui suit :

I. Conclusion de l'accord

Allianz Deutschland AG, dont le siège social est à Munich, établit par la présente une

société à responsabilité limitée de droit allemand (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*)
ou "GmbH")

et établit les statuts joints en annexe au présent acte. A compter de ce jour, la société est réputée être en cours de constitution.

II. Capital social

Le capital social de la société est de 25 000,00 euros.

Il est souscrit à hauteur de 25.000,00 EUR par Allianz Deutschland AG, Munich, et doit être immédiatement payé en argent et en totalité auprès de la société.

III. Directeurs généraux

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées comme directeurs généraux (*Geschäftsführer*) :

1. Stefan Lütticke, Grasbrunn, né le 28 décembre 1968,
2. Dr Peter Damm, Dachau, né le 7 juin 1961 ;

ils sont autorisés par les statuts à représenter la société et sont exemptés des restrictions prévues par la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*) en vertu de l'article 7 des statuts.

IV. Copies

Des copies certifiées conformes de cet acte seront remises à :
l'actionnaire,
l'entreprise,
le bureau des impôts, le service de la retenue à la source de l'impôt sur
le revenu des investissements le tribunal d'enregistrement.

V. Conseil du notaire

Le notaire adjoint a notamment informé les parties concernées de la date et des conditions d'entrée en vigueur de la GmbH, ainsi que de leur responsabilité personnelle pour les actes accomplis antérieurement.

VI. Locaux professionnels

Les locaux de l'entreprise sont situés dans la Königinstraße 28 à 80802 Munich.

, y compris l'annexe, par le notaire adjoint, approuvée par les
parties concernées.
et signé de leur propre main :

[écrit à la main : p.p. *[illisible]*].

p.p. *[illisible]*].

[Cachet rond : DR TILMAN GÖTTE
NOTAIRE À MUNICH]

[signature illisible]
[en caractères d'imprimerie : notaire adjoint].

Statuts de l'association

§ 1

Dénomination sociale et siège social

1. La raison sociale de l'entreprise est :

AZ-Argos 52 Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH.

2. L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2

Objet social

1. L'objet social de la société est la gestion de ses biens propres et de ceux de tiers.
2. La société peut investir dans des entreprises en Allemagne et à l'étranger, y compris en tant que partenaire général, et gérer leurs activités.

§ 3

Capital social

1. Le capital social de la société

est de 25 000,00 euros.

- en toutes lettres : vingt-cinq mille euros -.

Le capital social doit être entièrement libéré en espèces immédiatement.

2. Allianz Deutschland AG, dont le siège est à Munich, s'engage à effectuer l'unique apport en capital (initial) dans le capital social de la société pour un montant de 25.000,00 EUR.

§ 4

Exercice financier

L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5

Publications

Toutes les publications de l'entreprise seront faites dans le journal fédéral électronique (*elektronischer Bundesanzeiger*).

§ 6

Rachat d'actions

1. Les actions peuvent être rachetées avec le consentement de l'actionnaire concerné par une résolution d'actionnaire adoptée à la majorité simple des voix exprimées.
2. L'assemblée générale peut décider qu'au lieu du remboursement, l'action sera achetée par la société ou par les autres actionnaires au prorata de leur participation respective.

§ 7

Gestion et représentation

1. L'entreprise a deux ou plusieurs gérants (*Geschäftsführer*). La société est représentée soit par deux gérants, soit par un agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*).
2. Les directeurs généraux sont exemptés des restrictions en vertu de la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*).
3. La direction est responsable de la désignation des titulaires d'une procuration générale.

§ 8

États financiers annuels, répartition des bénéfices

1. Les états financiers annuels seront adoptés et la résolution sur l'affectation des bénéfices sera adoptée dans les délais prescrits par la loi.

2. Les associés peuvent décider, à tout moment avant l'adoption des comptes annuels après un examen consciencieux, à la majorité simple, de procéder à des distributions anticipées du bénéfice annuel escompté ou de parties de celui-ci. L'article 30 de la *loi* allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (*GmbH-Gesetz*) doit être respecté.

§ 9

Adoption des résolutions par les actionnaires et l'assemblée des actionnaires

1. Dans la mesure où la loi le permet, les actionnaires adopteront des résolutions sans qu'il soit nécessaire de tenir une assemblée générale. Les votes peuvent être exprimés sans aucune exigence de forme, mais doivent l'être par écrit.

La direction peut exiger que les actionnaires lui soumettent leur déclaration de vote dans un délai d'une semaine après avoir reçu la demande de vote. Dans ce cas, le fait de ne pas soumettre les votes en temps voulu sera considéré comme une non-participation au vote.

2. Les assemblées générales sont convoquées par les administrateurs généraux si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les raisons de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement ou par téléphone. Dans la mesure où la loi le permet, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger, au choix de la direction.
3. Chaque tranche de 50,00 euros du montant principal d'une action donne droit à une voix.

§ 10

Dispositions finales

Les frais liés à la création de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, sont à la charge de la société jusqu'à concurrence de 2 000 euros.

[écrit à la main : p.p. [illisible]]. p.p. [illisible]]

Je certifie que les données d'image (copie) contenues dans ce fichier correspondent à la copie papier qui m'a été présentée (original).

Munich, 5 février 2009

Dr Tilman Götte
Notaire

Registre des documents no [timbre : H 3764 / 24]

**Attestation conformément à la section 54 (1) phrase 2 de la loi allemande sur les
sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)**

Je soussigné, le notaire Sebastian Herrler à Munich, certifie par la présente que les dispositions modifiées dans les statuts ci-dessous correspondent à la résolution de modification des statuts, acte de ce notaire en date du 23 juillet 2024, registre des documents n° H 3676/24, et que les dispositions non modifiées correspondent au dernier texte complet des statuts qui a été déposé au registre du commerce.

Munich, 25 juillet 2024

[Cachet rond :
SEBASTIAN HERRLER
NOTAIRE À MUNICH].

[Sebastian Herrler
Notaire public

Statuts de l'association

§ 1 Dénomination sociale, siège social

(1) La raison sociale de l'entreprise est :

AP Solutions GmbH

(2) L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2 Objet social de la société

L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) Fonction de holding et fonction de services partagés :

a) la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;

b) fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.

(2) Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :

a) l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;

b) le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi que la fourniture de tels services par des tiers ;

c) le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.

(3) Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à

a) faire généralement toutes opérations d'opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;

b) utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;

c) créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, acquérir des entreprises similaires et comparables et prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi.

§ 3 Capital social, actions

(1) Le capital social de la société s'élève à 824.739,00 EUR (soit huit cent vingt-quatre mille sept cent trente-neuf euros).

(2) Le capital social est divisé en 824 739 actions, d'un montant nominal de 1,00 EUR chacune.

§ 4 Durée de la société, exercice financier

(1) La société a été créée pour une indéterminée.

(2) L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5 Organes de la société

Les organes de la société sont : le conseil d'administration (§ 6) et l'assemblée des actionnaires (§ 7).

§ 6 Gestion et représentation

(1) La société a un ou plusieurs directeurs généraux (*Geschäftsführer*). Le nombre de directeurs généraux est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale peut nommer un président du conseil d'administration. Si un seul directeur général est nommé, il représente toujours seul la société. Si plusieurs administrateurs délégués sont nommés, la société sera représentée par deux administrateurs délégués agissant conjointement ou par un administrateur délégué agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*). La disposition ci-dessus s'applique également aux liquidateurs.

(2) Les directeurs généraux sont nommés et révoqués par les résolutions des actionnaires.

(3) Lors de la , de la modification ou de la résiliation des contrats de service, la société est représentée par l'assemblée des actionnaires.

(4) L'assemblée générale établit un règlement intérieur pour le conseil d'administration. Le règlement intérieur peut définir, *entre autres*, le type de transactions qui ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires.

§ 7 Assemblées générales et résolutions des actionnaires

(1) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales, qui peuvent également se tenir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, ou en dehors des assemblées générales - à condition que tous les actionnaires y participent - par des votes exprimés par écrit, par téléphone ou par des moyens électroniques. Les assemblées peuvent être convoquées sans exigence de forme particulière et peuvent notamment être convoquées verbalement ou par téléphone.

(2) Les résolutions des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, à moins qu'une majorité plus importante ne soit requise par la loi ou les présents statuts.

(3) Chaque euro du montant principal d'une action donne droit à une voix.

(4) L'assemblée des actionnaires atteint le quorum si les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée détiennent la majorité du capital social de la société.

(5) Les actionnaires qui ne peuvent pas assister à l'assemblée peuvent se faire représenter par une procuration sous forme de texte.

(6) Les assemblées générales sont convoquées par la direction si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée semble nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison, chaque directeur général étant individuellement autorisé à convoquer une assemblée. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les motifs de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement, par téléphone ou par voie électronique. Sur décision de la direction, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger.

(7) Les résolutions adoptées sans exigence de forme particulière sont consignées dans un procès-verbal qui précise le jour et la forme de l'adoption de la résolution, son contenu et les votes exprimés. Ils doivent être signés par les actionnaires. Les résolutions prises en dehors d'une assemblée générale doivent être adoptées par écrit. Tout procès-verbal et toute résolution adoptée en dehors d'une assemblée générale doivent être signés au moyen d'une signature électronique non qualifiée (par exemple DocuSign ou Namirial). Ces exigences de forme ne s'appliquent pas aux résolutions notariées.

§ 8 États financiers annuels

(1) La direction doit préparer les états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes) et, si la loi l'exige, le rapport de gestion dans le délai prescrit par la loi et les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après leur préparation en vue de leur adoption. Lorsque les états financiers annuels et le rapport de gestion (si un tel rapport doit être préparé) sont contrôlés par un auditeur, les directeurs généraux soumettent ces documents ainsi que le rapport de l'auditeur à l'assemblée des actionnaires sans délai indu après réception du rapport d'audit de l'auditeur.

(2) L'assemblée générale des actionnaires adoptera chaque année, dans le délai fixé par la loi, une résolution portant notamment sur l'adoption des comptes annuels et l'affectation des bénéfices ou des pertes.

§ 9 Publications

Les publications de la société sont effectuées exclusivement dans le journal officiel fédéral (*Bundesanzeiger*).

§ 10 Divisibilité

La nullité totale ou partielle de certaines dispositions des présents statuts n'affecte pas la validité des autres dispositions.

Il en va de même lorsque certaines dispositions sont irréalisables. Pour remplacer une disposition invalide ou impraticable ou une partie invalide ou impraticable d'une disposition, l'assemblée générale conviendra de dispositions valides ou praticables, respectivement, qui reflètent l'intention et l'objectif et, en particulier, la substance économique de la disposition qui doit être remplacée.

§ 11 Dispositions finales

Les frais de constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, ont été supportés par la société jusqu'à concurrence de 2 000,00 euros.

Je certifie que les données images contenues dans ce fichier (copie) correspondent au document papier (original) qui m'a été présenté.

Munich, 25 juillet 2024

Sebastian Herrler, notaire